

# «Delenda Hippo» ?

La zone d'Annaba où se trouvent les vestiges de Hippone est actuellement l'objet d'un projet de POS, exposé aux concitoyens de Hippone-Bûna dans le hall de l'Hotel de ville pour enquête, sous le nom de «POS de la Tabacoop».

Avant de présenter des observations sur certains éléments du projet, il est indispensable de rappeler les données suivantes. L'espace dans lequel a été fondée Hippone dessine un quadrilatère difforme dont le côté nord-est longe le cours de l'oued Bedjima (aujourd'hui disparu) ; le côté opposé est représenté par la limite des collines de Bouhamra. A l'est, le quadrilatère longe la route nationale 16 ; et le côté ouest est parallèle à la 44. Cet espace communal antique couvre 150 hectares environ, dont une soixantaine d'hectares ont été occupés par Hippone, auxquels il faut ajouter des dépendances comme la nécropole découverte et détruite en 1993, située sur la colline de Kef En-Sour ( stade 19-Mai).

Le parc archéologique, classé monument historique national, couvre 25 hectares. Le reste, confirmé, de la ville antique se trouve dans les terrains de la Tabacoop et de la colline «saint Augustin» (17 hectares environ), à l'ouest des vestiges, et dans les terrains de la SNLB (15 hectares environ), au sud-est des vestiges. En effet, la «zone D/sud-est» du projet, occupée par la SNLB, a été le site de l'usine de liège de Borgeaud. Il suffit de gratter le sol pour mettre à nu des vestiges antiques, dont beaucoup d'éléments ont décoré la villa que Borgeaud a édifée avant 1962 sur la corniche. Son dernier occupant, avant démolition, homme sensible au patrimoine historique pourrait, s'il le voulait, attester de l'existence de ces documents historiques. Dans les terrains de la Tabacoop, «zone D/ouest» du projet, les terrassements lors de la construction de la piscine ont livré des vestiges carthaginois ; en 1990-1991, lors d'une tentative de faire passer des égouts à travers ces terrains, les terrassements ont livré des grandes structures antiques, ce qui a sauvé cette partie des terrains de la Tabacoop.

## Ce quadrilatère représente trois millénaires d'histoire

C'est dans ce quadrilatère «hipponois» qu'une partie du projet du POS propose des constructions et des aménagements. Si dans l'espace



Photo : DR

situé à l'est du site archéologique, à savoir au-delà de la «16», le projet pourrait être réalisé à la condition expresse de respecter la distance réglementaire de visibilité, la situation est totalement différente dans le «quadrilatère hipponien».

En effet, le projet présente une menace sérieuse au patrimoine historique d'Annaba à travers ces trois zones du quadrilatère signalées plus haut : la zone «D /ouest», la zone «D/sud-est et la zone «E». Ces trois zones enserrant étroitement le parc archéologique classé, dont une partie a été fouillée depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, dégageant des édifices importants de Hippone la royale, mais sans révéler d'autres pans, aussi importants sinon primordiaux, de son histoire au cours des 3 millénaires.

Or, il semble, à regarder le plan proposé, que, soit les rédacteurs du cahier de charge n'ont pas tenu compte de cette contrainte majeure qu'est le patrimoine historique hipponois, dans ce cas pour cause d'ignorance de l'histoire de «Hippone-Bûna-Annaba», soit que le bureau d'étude a négligé cette contrainte ; est-ce également par ignorance ?

En quoi consiste la menace pour Hippone ? Cette partie du territoire communal d'Annaba conserve des archives uniques relatifs à l'histoire régionale, nationale, voire méditerranéenne. Les deux zones «D», notamment, recèlent les archives complémentaires indispensables à la reconstitution de l'histoire humaine, urbaine, économique et culturelle, des

périodes les plus reculées jusqu'aux trois premiers siècles de l'islamisation. «D/ouest» est en rapport direct avec les vestiges de l'aqueduc détruit en 1987, et avec les deux nécropoles antiques, découvertes et détruites en 1993 dans la région du stade et de Sidi Achour !

Les recherches dans cette partie permettraient d'éclairer les rapports de la ville avec l'Edough qui a été, entre autres, le château d'eau de Hippone. «D/sud-est» recèle des documents sur la période des Sévère, empereurs romains d'origine berbère, sur les relations de la ville avec la mer, aussi bien dans l'Antiquité qu'au début du Moyen-âge, avec la navigation fluviale sur l'oued Seybouse qui a été navigable jusqu'au début des temps modernes et avec l'arrière-pays agricole et agricole !

Or, les projets d'élévation d'édifices divers, quelle que soit leur valeur, signifient la destruction définitive et irréversible de ces archives, privant les études historiques et archéologiques d'assiettes de recherche unique et irrecupérable en cas de perte par n'importe quel moyen.

A quoi servirait le projet d'institut d'archéologie prévu par le POS ?

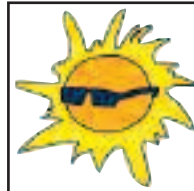
L'autre aspect de la menace touche l'identitaire. Hitler, à propos de l'identité polonaise, a déclaré qu'en rasant Varsovie, la génération polonaise suivante oublierait sa mémoire identitaire. Détruire des éléments du patrimoine hipponois aboutira à l'effacement de pans entiers de la mémoire et annabie et nationale.

Veut-on faire oublier à nos héritiers leur identité ? Y a-t-il, parmi les édiles de la «Curie» annabie, des émules de Caton l'Ancien (homme du pouvoir romain qui n'a cessé de réclamer la destruction de Carthage, répétant «Carthago delenda est») ? Car, depuis plus d'un quart de siècle, des parties du patrimoine de Hippone-Bûna-Annaba ont été rasées : le pont antique de l'oued Bedjima en 1986 ; le dernier tronçon de l'aqueduc antique en 1987 ; les vestiges d'une banlieue antique en 1971, lors de l'édification d'Asmidal ; fermes et nécropoles antiques au cours de l'édification des différentes unités de la sidérurgie ; un tronçon des remparts musulmans du XI<sup>e</sup> siècle vers 1972 ; le mausolée du mystique Belaïd (XVI<sup>e</sup> siècle.) en 1992 ; violation des cendres de Brahim B. al-Toumi dans son mausolée en 1992 ; une immense nécropole antique, dans la zone du nouveau stade et du campus Sidi Achour en 1993, etc.

On objectera que le plan projette des édifices à caractère culturel et touristique. On répondra pourquoi avoir négligé si longtemps cet aspect ? L'agglomération d'El-Bouni n'a rien reçu de ces équipements, trente ans après les débuts de son existence.

Aucun des POS présentés entre 1991 et 1999 n'a réservé un espace pour un projet d'édifice culturel digne de ce nom ! Alors pourquoi, aujourd'hui, vouloir faire payer ces négligences graves au patrimoine historique de Hippone ?

Saïd Dahmani



**COUP  
DE  
SOLEIL**

## Par le peuple et pour le peuple

Vous avez longtemps admiré et approuvé béatement cette devise fièrement arborée en lettres d'or par le fronton de la Grande-Poste d'Alger. Il y a également longtemps que vous êtes revenu de votre naïveté, mais vous ne pouvez vous passer des services de la poste qui vous a été imposée comme unique gestionnaire de votre salaire.

Vous avez quelques créances à régler à des gens pour qui «un chèque ne sert qu'à retirer de l'argent». Vous vous dirigez confiant vers votre bureau de poste... Première manifestation de bienvenue : une note manuscrite «Indisponibilité d'argent, pas plus de 20 000 DA par personne pour un retrait à vue»... Vous ne vous sentez pas concerné, car la somme dont vous avez besoin relève du retrait au guichet... Deuxième bon augure : «La machine est en panne»... Tout en prenant votre mal en patience, vous pensez avec nostalgie à l'heureux temps d'avant l'informatique où, grâce à votre fiche, l'employé se démenait pour vous payer au lieu de contempler d'un oeil morne un écran mort.

«La machine» enfin ressuscitée, vous apprenez qu'il n'y a d'argent pour personne et qu'il faut revenir vers midi. Vous protestez parce que vous avez besoin en urgence de cet argent qui, après tout, est le vôtre, etc. Vous croyez bêtement défendre votre droit de citoyen à jouir de vos finances... Que nenni, car voilà le responsable qui daigne sortir de son refuge, d'où il vous observait sur le réseau de surveillance, qui ne vous accorde pas un regard et qui réprimande l'employée, car elle se doit de défendre les ordres que ce général de corps d'armée a donné à ses troupes : «Pas plus de 20 000 DA chacun». Pourquoi ? «Parce qu'on ne sait ni l'heure ni le jour auxquels la poste est livrée en liquidités et que ça se passe comme ça dans la «Dawla» où vous vivez.»

Vous l'informez que dorénavant vous ferez virer vos avoirs sur une banque. Un sourire sardonique accueille votre déclaration de bravoure : «Les banques, c'est pire, et s'il vous est déjà arrivé de contester dans une banque, c'est que vous êtes un faiseur d'histoires. Ça se voit.» Rompez !

Vous sortez les mains vides et la rage au cœur. Cela se passe au bureau de poste d'Hydra.

M<sup>me</sup> F. Belkhenchir